
L'interarmées aux États-Unis

Rivalités bureaucratiques, enjeux opérationnels et idéologie de la *jointness*

Etienne de Durand

Novembre 2007



Laboratoire
de Recherche
sur la Défense



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

En 2005, l'Ifri a ouvert une branche européenne à Bruxelles. Eur-Ifri est un think tank dont les objectifs sont d'enrichir le débat européen par une approche interdisciplinaire, de contribuer au développement d'idées nouvelles et d'alimenter la prise de décision.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Texte établi par Eric Sangar

ISBN : 978-2-86592-220-8
© Tous droits réservés, Ifri, 2007

IFRI
27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 - FRANCE
TÉL. : 33 (0)1 40 61 60 00
Email: ifri@ifri.org

EUR-IFRI
22-28 AVENUE D'AUDERGHEM
1040 - BRUXELLES, BELGIQUE
TÉL. : 00 + (32) 2 238 51 10
Email: info.eurifri@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

« Focus stratégique »

Les questions de sécurité exigent désormais une approche intégrée, qui prenne en compte à la fois les aspects régionaux et globaux, les dynamiques technologiques et militaires mais aussi médiatiques et humaines, ou encore la dimension nouvelle acquise par le terrorisme ou la stabilisation post-conflit. Dans cette perspective, le Centre des études de sécurité se propose, par la collection « **Focus stratégique** », d'éclairer par des perspectives renouvelées toutes les problématiques actuelles de la sécurité.

Associant les chercheurs du centre des études de sécurité de l'Ifri et des experts extérieurs, « **Focus stratégique** » fait alterner travaux généralistes et analyses plus spécialisées, réalisées en particulier par l'équipe du Laboratoire de Recherche sur la Défense (LRD).

*
* *

Le Laboratoire de Recherche sur la Défense (LRD)

Etabli à l'Ifri, au sein du Centre des études de sécurité, le **Laboratoire de Recherche sur la Défense (LRD)** réunit des experts civils et militaires (officiers d'active en détachement) afin de confronter de manière originale des points de vue différents. Inédit dans ses objectifs comme dans son fonctionnement, le LRD a pour vocation à traiter les questions traditionnelles de défense, mais aussi à aborder la problématique plus large de la sécurité dans toutes ses dimensions. Il a l'ambition de produire des travaux indépendants destinés à tous les acteurs de la sécurité.

*
* *

L'auteur

Responsable du Centre des études de sécurité et du Laboratoire de Recherche sur la Défense de l'Ifri, Etienne de Durand suit plus particulièrement les politiques de défense et de sécurité française et américaine, le débat autour de l'innovation technique et militaire (RMA) et les interventions militaires contemporaines. Il enseigne à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

Sommaire

Introduction	5
De vieilles querelles	7
<i>Le nœud initial : libéralisme politique et prussianisme militaire</i>	7
<i>Les rivalités entre armées pendant la guerre froide, de Key West à Desert One</i>	9
<i>De la réforme Goldwater-Nichols à la guerre du Golfe</i>	12
Discours et pratiques de l'interarmées aux Etats-Unis aujourd'hui	17
<i>La « jointness », impératif catégorique du credo RMAïste</i>	17
<i>La jointness sous l'ère Rumsfeld : enjeu bureaucratique et promotion de l'unification</i>	19
<i>Intégration opérationnelle et désintégration stratégique</i>	22
Leçons et implications	25
<i>Un bilan équivoque</i>	25
<i>Pour une transposition prudente</i>	27
Références	31

Introduction

Thème lancé pendant les années 1980 et constamment repris depuis, érigé en obligation impérieuse et presque en dogme pendant l'ère Rumsfeld, l'interarmisation ou jointness s'inscrit en réalité dans un débat ancien et même récurrent qui, par-delà MacNamara, remonte aux débuts de la guerre froide et même en-deçà. Outre ses conséquences opérationnelles, tant réelles qu'espérées, la poursuite de l'interarmisation – ou plus rigoureusement « l'interarmésiation » – représente toutefois bien davantage qu'une simple réforme technique : en fonction des objectifs qu'elle vise, unification véritable des armées ou fédération souple, la jointness peut exiger une refonte en profondeur des structures et des organisations, de l'entraînement jusqu'aux programmes d'armement, refonte qui elle-même ne manque pas d'entraîner toute une série de conséquences budgétaires, culturelles et au final politiques.

Parce que l'interarmées opère à trois niveaux distincts, en tant que pratique opérationnelle, en tant que discours et en tant qu'instrument ou véhicule de réforme du Pentagone, il importe de ne pas seulement présenter les progrès réalisés et les difficultés rencontrées aujourd'hui par les armées américaines, mais de replacer l'ensemble dans son contexte historique et « idéologique », puis d'en apprécier la portée globale et les implications, fécondes comme problématiques.

De vieilles querelles

L'exigence de l'interarmisation est proclamée d'autant plus fortement aux Etats-Unis qu'elle désigne un objectif idéal très éloigné des réalités quotidiennes, presque comme si l'injonction échouait à dissimuler la poursuite des traditionnelles disputes entre services. De fait, l'historique des relations entre les armées américaines est assez édifiant à cet égard, puisque les querelles interarmées ont vu le jour pratiquement avec la création de l'armée américaine moderne au XX^e siècle¹. Repérables dès la guerre contre l'Espagne en 1898, puis pendant les années 1930, ces premiers épisodes d'une longue saga ont exhibé d'emblée trois caractéristiques fondamentales que l'on retrouve jusqu'à aujourd'hui dans le débat sur l'interarmées : méfiance politique envers quelque chose comme un « état-major général » ; rivalités bureaucratiques et budgétaires débouchant soit sur l'innovation par la compétition, soit sur le partage des responsabilités et des bénéfices matériels et symboliques ; enfin tentatives de réformes imposées par le pouvoir civil. Déclinées différemment selon les circonstances et les problématiques du moment, ces tendances récurrentes parce qu'enracinées aux origines de la culture stratégique nationale se retrouvent tout au long de la période qui va de la Deuxième Guerre mondiale à aujourd'hui, après avoir néanmoins connu une inflexion considérable à la faveur de la loi Goldwater-Nichols.

Le nœud initial : libéralisme politique et prussianisme militaire

En matière stratégique et militaire, la tradition américaine procède de deux origines passablement contradictoires. D'un côté, le libéralisme politique hérité des Lumières et de Grande-Bretagne a entraîné dès l'origine une grande méfiance vis-à-vis des militaires en général et des armées permanentes en particulier, perçues comme l'instrument par excellence de la « tyrannie », en l'occurrence l'autorité de la Couronne britannique. Le principe politique de l'équilibre et même de la concurrence des pouvoirs, organisé par la Constitution, s'est ainsi accompagné d'un anti-militarisme assez vif pendant l'essentiel du XIX^e siècle, lui-même reflété dans la faiblesse des investissements consentis par la nation en matière de défense. La parenthèse de la guerre de Sécession une fois refermée, les Etats-Unis reviennent en effet à un format d'armée dérisoire tant au regard de l'immensité de leur territoire que de leurs équivalents européens. Portée par une logique commerciale, puis par un certain engouement populaire et nationaliste à la fin du siècle, la Navy s'en tire relativement mieux. Globalement, toutefois, les Etats-Unis demeurent pour l'essentiel une puissance civile, économique et marchande, davantage tournée vers la

¹ Lederman (1999).

mise en valeur de la *frontier* que vers les aventures extérieures, et dont la sécurité est en quelque sorte gratuitement assurée par l'éloignement géographique comme par la domination navale britannique. Conquêtes sur le Mexique ou expéditions punitives en Afrique du Nord ou en Asie ne constituent à cet égard que des exceptions ponctuelles qui ne modifient en rien le caractère secondaire des questions de sécurité sur la scène politique américaine.

Il en résulte un retard militaire évident, qu'il s'agisse de l'organisation générale, des équipements terrestres ou des effectifs. En contrepoint, et en dépit d'un quotidien largement dominé par le maintien de l'ordre sur la *frontier*, le corps des officiers est tout entier imprégné de la tradition européenne de la « grande guerre », d'abord dans l'ombre de Napoléon, puis, après la victoire allemande de 1870, dans le sillage de l'école prussienne. Une lecture trop rapide de Clausewitz et surtout de Jomini se conjugue ainsi à l'expérience fondatrice de la guerre de Sécession pour former une culture militaire dominée par le « paradigme de Grant », soit la recherche de l'anéantissement total de l'adversaire par la bataille décisive, du fort au fort, afin d'obtenir une reddition complète². Incidemment, et précisément parce qu'il procède de la guerre totale, ce modèle favorise la liberté opérationnelle du chef militaire. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard qu'Emory Upton se réclame de Moltke et approuve particulièrement la méfiance de ce dernier à l'égard des « interférences » civiles³.

Culture politique et tradition militaire se fondent ainsi en une culture stratégique particulière, une *American Way of War* qui combine paradoxalement méfiance anglo-saxonne et libérale à l'endroit de l'institution militaire, par exemple dénonciation du « militarisme prussien » pendant la Première Guerre mondiale, et « prussianisme opérationnel » dans lequel la guerre est pensée comme une parenthèse, aberrante certes mais brève, qui nécessite que les considérations politiques (*politics*, c'est-à-dire la compétition politique interne) soient mises de côté jusqu'à la victoire finale. En d'autres termes, il est normal que le chef militaire jouisse, dans le respect des objectifs qui lui ont été assignés, de la plus grande autonomie opérationnelle possible, et qu'en particulier les impératifs « purement » militaires ne soient pas entravés par des considérations politiques intempestives. En parallèle, et se réclamant des Pères fondateurs, les responsables politiques américains ont donc toujours refusé et dénoncé la possibilité d'un « grand état-major général » sur le modèle du *Grosse Generalstab* allemand, immédiatement soupçonné de mettre en péril la prééminence de l'autorité civile. Allant plus loin encore, les élites politiques, Congrès en tête, ont longtemps et systématiquement favorisé et même organisé une véritable compétition entre les armées. Outre qu'elle s'inscrivait parfaitement dans la logique libérale de l'équilibre des pouvoirs politiques et du « marché » des idées, cette mise en concurrence garantissait à la fois l'indépendance opérationnelle de chaque armée et la

² Sur l'influence de Jomini, d'ailleurs relayée en matière navale par Mahan, voir Colson (1993) ; sur le « paradigme de Grant », voir Weigley (1973).

³ Ambrose (1964) – nos remerciements à Thomas Rid pour nous avoir indiqué cette référence. Voir également Cohen (1995).

prééminence finale du pouvoir politique civil. Ainsi, lorsqu'il fait de la séparation nette entre sphère civile de responsabilité et sphère militaire de compétence la garantie non seulement du fonctionnement démocratique des institutions mais encore de l'efficacité et du « professionnalisme » militaire, le politologue Samuel Huntington décrit une sorte d'idéal-type pour les relations civilo-militaires dans les démocraties modernes mais se fait aussi l'écho de l'*American Way of War* et de sa prégnance aux Etats-Unis⁴.

En dépit de telle ou telle exception historique, l'alliance du libéralisme politique et du prussianisme militaire n'en résume pas moins l'une des caractéristiques fondamentales de la culture stratégique américaine. Pour toutes ces raisons, on comprend que l'interarmées revête une importance singulière et qu'il ait constitué depuis un demi-siècle un thème saillant du débat stratégique américain : situé à la charnière de l'opérationnel et du stratégique, il touche à la fois aux relations civilo-militaires, domaine éminemment politique, à l'efficacité opérationnelle, souci national, et aux prérogatives de chaque armée, obsession bureaucratique et institutionnelle. C'est bien à ces trois niveaux différents d'analyse qu'il convient de suivre le cheminement difficile de l'interarmisation aux Etats-Unis.

Les rivalités entre armées pendant la guerre froide, de Key West à Desert One

Dès les origines, les relations entre armée de terre et marine se sont révélées difficiles, et le développement de forces aériennes, d'abord au sein même de l'*Army* et de la *Navy*, puis de façon de plus en plus autonome jusqu'à l'institutionnalisation de l'*Air Force* en 1947, a encore aggravé les tensions entre armées ou *interservice rivalries*, jusqu'à représenter une caractéristique majeure de la politique de défense et des opérations militaires conduites par les Etats-Unis pendant toute la guerre froide. En un certain sens, le thème de l'interarmées a encadré toute la période, puisque cette dernière s'ouvre avec le *National Security Act* de 1947, qui établit le *Joint Chiefs of Staff*, et se conclut quelques années après le *Goldwater-Nichols Defense Reorganization Act* de 1986.

Déjà marquées par la coopération imparfaite entre *Army* et *Navy* pendant la guerre contre l'Espagne ou par la carrière tumultueuse de Billy Mitchell, les relations entre armées se caractérisent d'emblée par la méfiance et la volonté d'auto-suffisance exhibées par les *services* et qu'autorise d'ailleurs la puissance matérielle des Etats-Unis. Ainsi chaque armée se dote-t-elle en propre de tous les moyens qu'elle estime nécessaire et entend-elle mener seule « sa » guerre. En dépit de la création du *Joint Chiefs of Staff* en 1942, afin de coordonner l'action militaire globale du pays, ou du soutien de tout premier plan fourni par l'aviation tactique aux forces terrestres, la Deuxième Guerre mondiale se caractérise en effet par un certain autisme de la part de chaque armée : l'*Air Force* se focalise sur le bombardement stratégique, l'*Army* sur l'Allemagne et la *Navy* sur le Japon. Lorsqu'elle s'avère indispensable, la

⁴ Huntington (1957).

coopération se traduit soit par une unification relative au profit du *service* dominant, ainsi du front européen placé sous l'autorité d'Eisenhower pour l'*Army*, soit par des opérations et des structures parallèles, autrement dit un *partage* du théâtre : le Pacifique central va à l'Amiral Nimitz, le Pacifique sud au général MacArthur⁵. En dépit d'indéniables succès sur le terrain, par exemple en matière de *close-air support* (CAS) ou appui aérien rapproché, la Seconde Guerre mondiale ne consacre pas l'institutionnalisation de la coopération interarmées, bien au contraire, l'éloignement géographique, les spécificités des théâtres européen et pacifique et donc des opérations, enfin les victoires remportées contribuant même à renforcer après coup ces solipsismes militaires dans leurs convictions comme dans leurs prérogatives.

Dès 1945, la baisse des crédits accompagnant la démobilisation comme les disputes concernant la « paternité » de la victoire et le rôle joué par chacun poussent ainsi les armées à se recentrer sur leur « cœur de métier », bombardement stratégique ou supériorité navale, en négligeant immédiatement les leçons durement apprises pendant le conflit, qu'il s'agisse de la nécessité des tâches « subalternes » (protection des convois, transport) ou de la coopération interarmées (CAS), et ce alors même que Dwight Eisenhower, auditionné par le Congrès, explique que l'interdépendance et la complémentarité des armées constituent l'enseignement majeur de la guerre et qu'en conséquence les opérations interarmées doivent devenir la norme⁶.

L'expérience acquise durant quatre années de guerre, l'apparition de l'arme nucléaire et les débuts de la guerre froide conduisent l'Administration Truman et le Congrès à réorganiser l'ensemble de l'appareil de défense américain avec le *National Security Act* de 1947, qui crée pêle-mêle la CIA, le NSC et l'*US Air Force*, mais qui surtout institutionnalise le *Joint Chiefs of Staff* ou « comité des chefs d'état-major », organisé pendant la guerre, et unifie les Départements de l'Armée et de la Marine à l'intérieur d'un nouveau Département de la Défense, dirigé par un Secrétaire lui-même placé statutairement au-dessus des Secrétaires traditionnels. Toutefois, ce mouvement d'unification se heurte à l'opposition résolue de la *Navy*, qui craint de perdre « son » infanterie (les *Marines*) au profit de l'*Army* et son aviation au profit de l'*Air Force* nouvellement créée, et n'entend pas abandonner à cette dernière la mission de bombardement stratégique. C'est finalement sous la pression conjuguée du Président, du Secrétaire à la Défense et des deux autres armées qu'est trouvé en mars 1948 un accord : le *Key West Agreement* précise ainsi les *roles and missions*, les prérogatives et domaines réservés de chacun – et l'*USAF* de se voir reconnaître la maîtrise exclusive du bombardement stratégique et de presque toutes les plateformes aériennes autres que navales, l'*Army* ne conservant en propre que les aéronefs légers destinés à la reconnaissance et à l'évacuation médicale. L'affaire rebondit l'année suivante et se transforme en une crise interarmées et politique aiguë, lorsque le nouveau Secrétaire à la Défense, Louis Johnson, acquis aux thèses de l'*Air Force*, décide d'annuler le programme de

⁵ Lederman (1999).

⁶ Wolk (1988).

« super porte-avions » au profit du bombardier B-36, et qu'en réaction l'état-major de la Navy menace de démissionner en masse et mobilise à son profit le Congrès. Après plusieurs mois de campagne publique associant dénonciations calomnieuses et fuites diverses, cette « révolte des amiraux » se conclut par des auditions au Congrès pendant lesquelles le général Omar Bradley, alors président du JCS, et donc l'Army, se rangent derrière l'Air Force contre la Navy. En parallèle, sont adoptés en août 1949 des amendements à la loi de 1947 qui tendent à renforcer le pouvoir du Secrétaire à la Défense.

Par-delà ces péripéties et précisément parce qu'il résulte de compromis âprement négociés, le système péniblement mis en place entre 1945 et 1949 par la loi de 1947 et l'accord de Key West s'avère stable au point de demeurer en vigueur jusqu'en 1986. Cette stabilité est toutefois imparfaite, car l'équilibre ainsi atteint s'avère régulièrement sous-optimal. A été créée en effet une sorte de *confédération* hybride, dans laquelle les services priment sur l'interarmées et par maints aspects les militaires sur les civils. Parce que la loi le désigne collectivement comme principal conseiller militaire du Président, du Secrétaire à la Défense et du NSC, le JCS fonctionne sur la base du consensus, ce qui confère à chacun des quatre chefs et à leurs états-majors respectifs un pouvoir de veto. Tout désaccord au sein du JCS devant être notifié aux autorités civiles afin qu'elles tranchent, les armées sont fortement incitées à s'entendre en interne ou tout du moins à ne pas exposer leurs différends à l'extérieur. Prime en conséquence la logique du plus petit dénominateur commun, avec en corollaire le partage toujours « équilibré » des ressources et des missions, l'impossibilité à définir des priorités ou à promouvoir des programmes non directement soutenus par une armée, enfin la lenteur du processus de prise de décision – le tout débouchant sur un conseil stratégique de faible qualité au service de l'autorité civile⁷. Ces effets négatifs engendrés par la domination sans partage des intérêts bureaucratiques de chaque armée se traduisent également, au niveau opérationnel, par l'abaissement des grands commandements géographiques ou fonctionnels (*unified commands*) comme l'EUCOM ou le SAC au profit des états-majors des services qui fournissent les troupes, les équipements et les adjoints directs des responsables de ces commandements unifiés – sachant d'ailleurs que les carrières se font et se défont au sein de la « maison-mère », les états-majors et les fonctions interarmées sont peuplés d'officiers sans avenir et démotivés⁸.

Or, ces dysfonctionnements multiples sur fond de rivalités institutionnelles et budgétaires font régulièrement surface tout au long de la guerre froide, à propos de tel ou tel programme d'armement majeur ou, de façon plus spectaculaire, à l'occasion des guerres et des interventions américaines. Dès les années 1950, Army et Navy unissent leurs forces contre l'USAF et soulignent, après la Corée, les contre-performances en matière de CAS d'une institution qui a tout misé sur le bombardement

⁷ Comme le confirme James Schlesinger, Secrétaire à la Défense entre 1973 et 1975 : « Advice proffered by the JCS was generally irrelevant, unread, and largely disregarded » - cité par DePuy (1995).

⁸ Sur tous ces aspects, voir Roman et Tarr (1998).

stratégique. Le Corps des *Marines* en profite pour conforter l'existence de sa propre aviation, et l'*Army* pour se lancer dans les hélicoptères. La *Navy* pour sa part fait ses délices de la vulnérabilité grandissante des bases de bombardiers et tire parti de l'abandon de la doctrine des représailles massives pour lancer les premiers SNLE et récupérer progressivement une part substantielle de la mission nucléaire⁹. Si, dans ce dernier cas, la compétition inter-armées s'est traduite par une innovation majeure et positive, il n'en a pas toujours été ainsi, quand par exemple Robert MacNamara tente, avec un succès mitigé, de contraindre les *sister services* à rationaliser leurs choix d'équipements en développant des plateformes communes. Un temps confortée par les études conduites par les *whiz kids*, ces civils experts en *system analysis*, la quête d'une plus grande *efficiency* se heurte assez vite à des équipes d'experts militaires tout aussi compétents. De Dwight Eisenhower à Henry Kissinger et James Schlesinger en passant par Robert MacNamara, les responsables civils portent tous le même constat : le Pentagone est irréformable et les intérêts des armées inattaquables de front.

En outre, ces blocages institutionnalisés entrent pour une part non négligeable dans la série d'échecs que connaissent les armées américaines pendant deux décennies. Au Vietnam, tandis que l'*Army* et l'*USMC* ne parviennent pas à s'accorder sur la stratégie à adopter au sol, les opérations aériennes fonctionnent sur le principe des *route packages*, avec des chaînes de commandement séparées, non seulement pour la *Navy* et l'*USMC*, mais encore pour le SAC, responsable des B-52. Procédures distinctes, équipements incompatibles et communications défectueuses se soldent par des tirs fratricides et des pertes inutiles. De même l'invasion de la Grenade et l'intervention au Liban en 1983 sont-elles marquées par l'incapacité des armées à opérer et même à communiquer entre elles : un détachement de *Marines* isolés sur l'île de la Grenade doit ainsi utiliser une cabine téléphonique et appeler le Pentagone pour obtenir un appui-feu de la part de navires tout proches... C'est toutefois l'opération *Desert One*, une tentative avortée de raid commando en Iran afin de délivrer les otages américains, qui constitue l'exemple le plus significatif et le plus retentissant en matière de dysfonctionnements de tous ordres : formation insuffisante des pilotes et procédures incompatibles, partage « équilibré » de la mission entre armées, absence de chaîne de commandement claire...¹⁰

De la réforme Goldwater-Nichols à la guerre du Golfe

Cette accumulation de revers dans la foulée de la défaite au Vietnam suscite en retour, à l'intérieur comme à l'extérieur des armées, un puissant mouvement de réforme qui s'attaque entre autres aux « intérêts de paroisse » des armées et au système mis en place à la fin des années 1940. L'impulsion décisive une fois donnée par le président du JCS lui-

⁹ Sapolsky (1972).

¹⁰ Sur tous ces exemples, voir Luttwak (1985) et Gabriel (1979), et les titres volontairement provocateurs de leurs ouvrages.

même¹¹, s'engagent pendant quatre ans une polémique publique et une résistance pied-à-pied de l'Administration Reagan, des *services* et de la *Navy* en particulier – son Secrétaire, John Lehman, fait traditionnellement valoir qu'un renforcement des pouvoirs du *Chairman* du JCS risque de créer une autorité militaire unique et donc trop puissante, remettant du coup en cause le principe du contrôle du pouvoir civil¹². Finalement adopté en 1986 sous un parrainage bipartisan, le *Goldwater-Nichols Defense Reorganization Act* porte principalement sur quatre points et cherche d'abord à promouvoir la *jointness* au plus haut niveau. En premier lieu, l'autorité du Secrétaire à la Défense se voit renforcée face aux prérogatives des Secrétaires de chaque armée. En second lieu, tandis que les *service chiefs* sont relégués à un rôle consultatif interne, le *Chairman* du JCS ou CJCS devient le seul conseiller militaire de l'autorité civile, qu'il s'agisse de plans stratégiques ou opérationnels, de disponibilité (*readiness*), de budgets, d'équipements et de doctrine interarmées ou encore de délimitation des compétences des armées. L'état-major interarmées lui est désormais personnellement rattaché et comprend un *vice-chairman*. Sans aller jusqu'à créer un véritable chef d'état-major des armées, la loi Goldwater-Nichols fait ainsi passer le système militaire de la *confédération* souple à la *fédération* organisée. En outre, le JCS comme son président sont désormais exclus de la chaîne de commandement opérationnel, les commandants régionaux ou CINCs étant directement rattachés au Secrétaire à la Défense, qui peut néanmoins placer les CINCs sous l'autorité du CJCS s'il le souhaite. Enfin, la loi de 1986 revoit la gestion de carrière des officiers, crée une filière interarmées spécifique et fait d'une expérience interarmées préalable un passage obligé pour la promotion au grade de général¹³.

Pensée dans un cadre géostratégique encore dominé par la guerre froide, cette réforme trouve à s'appliquer dans un contexte tout à fait différent mais qui n'en semble pas moins valider rétroactivement les changements intervenus en 1986. Parce qu'il tranche nettement avec les deux décennies qui l'ont précédé et intervient parallèlement au déclin de l'URSS, l'incontestable succès de l'opération *Desert Storm* représente en effet un tournant majeur qui fonde la réputation de quasi-invincibilité des armées américaines pendant les années 1990 – la loi Goldwater-Nichols est d'ailleurs assez largement créditée de ce retour à la victoire. A y regarder de plus près, cependant, l'opération « Tempête du désert » ne valide que partiellement les concepts d'emploi et les doctrines professés par les armées (« maneuver warfare », « AirLand Battle »), tout en exhibant une coordination interarmées bien plus factice que réelle. Au niveau stratégique, le système fonctionne plutôt bien, dans la mesure où le Président comme le JCS s'abstiennent d'interférer au quotidien dans la préparation et la conduite des opérations. Il faut toutefois noter que les décisions les plus importantes – rejet du premier plan d'opérations et déploiement subséquent du VII^e Corps en renfort, arrêt des

¹¹ Au cours d'une audition à huis clos de la commission des forces armées de la Chambre en 1982, puis lors de déclarations publiques, le général David Jones s'en prend directement au fonctionnement du JCS – voir Locher (2001).

¹² *Ibid.*, ainsi que Lehman (1995).

¹³ Sur tous ces points, voir Lederman (1999).

bombardements sur Bagdad suite à l'incident du bunker Al-Firdos, cessez-le-feu – procèdent toutes d'une intervention de Washington et, ce n'est pas un hasard, relèvent le plus souvent de ce que l'on n'appelle pas encore la « doctrine Powell »¹⁴.

Sur le théâtre lui-même, la *jointness* est plus un idéal qu'une réalité : en dépit des marges de manœuvre que lui laisse Washington, le général Schwarzkopf, qui commande le CENTCOM, délègue une large partie de son autorité à ses subordonnés, les *component commanders*, qui pour leur part raisonnent et opèrent selon des logiques d'armées. Pire encore, le CENTCOM cède aux récriminations des uns et des autres, bien traditionnelles dans leur volonté de se partager la mission comme le théâtre. Ainsi les *Marines* obtiennent-ils, après des protestations auprès de Norman Schwarzkopf, un secteur propre et un objectif valorisant¹⁵ – menacer Koweït-City et fixer l'armée irakienne pour faciliter le mouvement tournant de l'*Army*. Les VII^e et XVIII^e corps de l'*Army* se voient attribuer des missions en adéquation parfaite avec leurs capacités mais aussi leurs préférences – choc frontal d'annihilation ici, débordement en profondeur là – tandis que l'USAF met en application son concept rénové de bombardement stratégique, en s'appuyant d'ailleurs initialement sur une première planification conduite à Washington par le colonel Warden et la section *Checkmate* de l'état-major de l'*Air Force*. Une fois encore, tout se passe comme si chaque armée livrait sa guerre, en accord avec ses aptitudes et ses penchants. Deux exemples sont particulièrement éclairants à cet égard, la coopération air-sol d'une part et l'échec partiel du plan global d'opérations de l'autre.

Les cinq semaines de campagne aérienne n'entraînent pas de friction air-sol majeure, en dépit des récriminations ponctuelles des commandants terrestres réclamant la destruction de l'artillerie et des frappes de préparation à l'encontre de la première ligne de l'armée irakienne. L'USAF conduit simultanément des frappes stratégiques dans la profondeur et un pilonnage systématique et assez efficace de l'armée irakienne (mission d'interdiction) : si l'objectif fixé par le CENTCOM, à savoir une réduction de 50 % du potentiel terrestre irakien, n'est jamais atteint, la préparation aérienne n'en demeure pas moins satisfaisante¹⁶. La situation toutefois se dégrade avec l'offensive au sol, qui oblige l'USAF et les forces terrestres à déplacer continuellement la « FSCL » (*Fire Support Coordination Line*), autrement dit la ligne de partage entre la zone de responsabilité de l'*Air Force* et celle de l'*Army*, qui a entre autres pour fonction de minimiser les occurrences de tirs fratricides. L'absence de procédures souples de coordination, la séparation rigide entre « interdiction » et « CAS » et la volonté de l'*Army* de préserver une zone d'action pour « ses » hélicoptères se soldent ainsi par une friction majeure, qui voit des aviateurs patrouillant en-deçà de la FSCL dans l'impossibilité d'engager les cibles d'opportunité qu'ils détectent et suspendus à l'autorisation des forces terrestres. De la sorte, de nombreuses unités irakiennes voient leur retraite couverte par l'avancée trop rapide des forces

¹⁴ Gordon et Trainor (1995).

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Cohen et Keaney (1993).

terrestres de la coalition et donc de la FSCL. De même, l'action au sol échoue-t-elle au final. Parce que les *Marines* progressent trop vite et trop loin et donc ne s'en tiennent pas à leur mission de fixation, et parce qu'en parallèle le VII^e corps de Franks déroule son offensive de flanc en privilégiant la sûreté comme face au Pacte de Varsovie, le mouvement de débordement censé encercler et détruire l'armée irakienne tourne court : une large partie de celle-ci parvient à s'échapper et l'un des objectifs essentiels assignés aux forces, à savoir la destruction de la Garde républicaine, pilier du régime, n'est réalisé qu'à moitié.

En définitive, et comme le souligne à merveille le titre ambivalent de l'ouvrage de référence sur le sujet¹⁷, *Desert Storm* fut d'abord la « guerre des généraux », livrée par eux mais aussi, figurativement cette fois, *entre* eux. Les opérations procèdent pour l'essentiel des seuls militaires, qui retrouvent leur traditionnelle liberté d'action, mais la planification comme la conduite sont l'occasion de nombreux affrontements entre *services* et la *jointness* de faire bien davantage figure d'idéal que de réalité. Si donc la réforme de 1986 a bien entraîné une « fédéralisation » du système stratégique *urbi et orbi*, à Washington avec la promotion du *Chairman* contre les *service chiefs* et à travers le monde avec le renforcement des CINCs, celle-ci ne fait que se superposer au niveau opérationnel à un système confédéral qui se maintient discrètement en l'état à l'ombre des CINCs¹⁸. En ce sens, et alors que la *jointness* devient pendant les années 1990 une véritable figure imposée du discours, il apparaît progressivement que la loi Goldwater-Nichols n'a pas rempli tous les objectifs qui étaient les siens et que les armées sont parvenues à préserver une large part de leurs prérogatives.

¹⁷ Gordon et Trainor (1995).

¹⁸ A cet égard, l'absence de *Joint Forces Commander* en dessous du CENTCOM, Norman Schwarzkopf ayant cumulé les deux fonctions, a sans doute joué un rôle très défavorable – voir Weitz (2004).

Discours et pratiques de l'interarmées aux Etats-Unis aujourd'hui

Les années 1990 et surtout 2000 sont l'occasion d'une accélération marquée de l'interarmisation, mais cette fois moins au niveau stratégique qu'aux niveaux organisationnel et opérationnel. A partir de 1997 et plus encore sous l'impulsion de Donald Rumsfeld, l'adoption officielle des thématiques de la RMA se traduit par la promotion presque tous azimuts de l'intégration interarmées : la *jointness* est présentée comme un élément essentiel de la transformation militaire et placée au centre de mouvement de réforme lancé par le Secrétaire à la Défense. Très prolifique en termes de réorganisation administrative et de production doctrinale, l'interarmisation « par le haut » (*top-down*) rencontre toutefois ses limites en matière de politique d'équipements et de planification stratégique. A un autre niveau, les opérations en Afghanistan et en Irak mettent en lumière à la fois les progrès déjà accomplis et le potentiel considérable que recèle une meilleure intégration des mouvements et des feux interarmées.

La « jointness », impératif catégorique du credo RMAïste

Prenant appui sur les succès « disproportionnés » obtenus pendant la guerre du Golfe, le mouvement de la RMA (*Revolution in Military Affairs*) se fait l'apôtre d'une incorporation rapide des avancées de la technologie dans le domaine militaire et de la nécessité à faire évoluer en conséquence les structures, les équipements et les politiques d'acquisition. Dans cette perspective, le conservatisme intellectuel de la hiérarchie militaire, encore plus prégnant en période de réductions budgétaires, et l'inertie bureaucratique du Pentagone représentent les principaux obstacles à l'avènement de la RMA¹⁹. La *jointness* est donc prônée par les partisans de la RMA à deux niveaux différents : en tant que nécessité opérationnelle induite par les progrès technologiques et seule à même de les exploiter de façon optimale, et en tant que réforme institutionnelle destinée à surmonter le conservatisme militaire et à promouvoir l'innovation.

A cet égard, et quelles que soient les exagérations et les limitations de la RMA, il convient de remarquer d'emblée que ce discours se fonde sur d'indéniables réalités technologiques et des gains opérationnels qui ne le sont pas moins. Conjuguées aux progrès des capteurs et de la détection,

¹⁹ Arquilla (1997).

les avancées en matière de traitement et de transmission de l'information, depuis le doublement de la puissance de calcul des processeurs tous les dix-huit mois (loi de Moore) jusqu'à l'émergence d'Internet et au développement exponentiel de la bande passante, se traduisent par une accélération considérable du *tempo* des opérations : durant l'opération *Force alliée* au-dessus de la Serbie et du Kosovo, par exemple, l'aéronavale américaine parvient à conduire l'ensemble du cycle d'engagement (détection, relais de l'information, engagement, évaluation des dommages ou BDA) en 4 heures²⁰. Cette rapidité suppose toutefois au préalable que les différents systèmes impliqués, des capteurs jusqu'aux « effecteurs », soient en mesure de communiquer entre eux. De même, l'augmentation de la portée et de la précision des armes conduisent à des duplications et à des chevauchements réciproques et, partant, remettent en question les délimitations traditionnelles entre les systèmes, donc les *roles and missions* de chaque armée. L'exemple de la FSCL et des difficultés interarmées en 1991 tiennent factuellement à la possession par l'*Army* de systèmes à longue portée (hélicoptères, missiles ATACMS), mais conceptuellement et bureaucratiquement à l'inadaptation de la procédure traditionnelle de péréquation du champ de bataille. Dès lors que des chasseurs-bombardiers peuvent désormais, grâce à la précision des frappes, être utilisés de façon efficiente pour la destruction de chars individuels, et qu'en parallèle certains armements terrestres ou navals sont capables d'effets dans la profondeur, la « déconfliction » (*deconflicting*) du champ de bataille et *l'intégration* des différentes capacités, par-delà leur rattachement institutionnel, apparaît non seulement comme un facteur d'optimisation mais encore comme la source potentielle d'un véritable bond en avant de l'efficacité militaire.

A cet impératif technique s'ajoutent encore les conséquences de la fin de la guerre froide et de la disparition de l'URSS : dans le nouvel environnement international, les armées américaines ne sont plus confrontées à court terme à un « compétiteur de rang égal » et dominant très largement les « espaces communs »²¹. Face à des menaces régionales essentiellement terrestres, et comme l'attestent leurs documents de doctrine, qui parlent d'opérations « counterland » ou « from the sea », la *Navy* et l'*Air Force* sont donc naturellement amenées à désinvestir partiellement la maîtrise des hautes mers ou la supériorité aérienne pour se réorienter vers des missions « au sol », empiétant par là même sur la zone de responsabilité traditionnelle des forces terrestres. Entraînés par le progrès technique ou les implications du contexte stratégique des années 1990, les chevauchements de compétences et l'appel en faveur de la *jointness* sont toutefois à double tranchant, puisqu'ils tendent à raviver les querelles entre armées au niveau politique et budgétaire. A-t-on encore besoin d'autant d'artillerie et de chars, demandent en substance les partisans de « l'Air Power », dès lors que la précision des feux aériens permet la destruction des cibles ennemies en détail et à distance de sécurité, sur la ligne des contacts comme en profondeur ? En raison de l'ampleur du succès militaire, la guerre du Golfe fait ainsi l'objet d'un débat nourri entre « révolutionnaires » et « conservateurs » concernant

²⁰ Cordesman (2003).

²¹ Posen (2003).

l'opportunité d'une rupture nette avec le passé. De façon quelque peu décalée, cette querelle des Anciens et des Modernes voit s'affronter à la fois de purs arguments intellectuels et les préférences respectives de l'*Army* et de l'*Air Force*²².

Aussi n'est-il pas toujours facile de démêler, au sein du discours de la RMA, ce qui participe d'une défense habile des intérêts de l'USAF et du lobby industriel, pour lesquels diminuer les effectifs terrestres est la clef permettant de financer la modernisation, et ce qui relève d'une authentique vision réformiste de l'appareil de défense. Poussée dans ses implications les plus distantes et les plus révolutionnaires, la transformation suppose la promotion véritable de l'interarmées et donc le dépassement des intérêts particuliers de tel ou tel acteur de la défense. Par-delà l'appel à tirer pleinement parti des potentialités offertes par la technologie en développant les synergies entre armées et en passant de la coordination à l'intégration, les « révolutionnaires » les plus convaincus veulent remettre en cause le monopole des *services* sur les programmes d'équipement afin de promouvoir des solutions innovantes mais qui sont sous-exploitées parce que « hors cadre » pour chaque armée prise individuellement. Ainsi les UAVs ou le système JSTARS de détection des cibles au sol échappent-ils légalement à l'*Army* sans pour autant être véritablement soutenus par l'*Air Force*, dominée par les pilotes de chasse, initialement très réservée à l'endroit des drones et traditionnellement dédaigneuse envers les plateformes lentes et vulnérables. Dans la mesure où chaque armée est focalisée sur son cœur de métier, supériorité aérienne ici et manœuvre blindée-mécanisée là, toute capacité qui s'en éloigne sensiblement tend à être reléguée aux marges sans pour autant être abandonnée : l'*Air Force* ne veut pas voir l'espace militaire lui échapper mais finance tout de même en priorité les chasseurs... Afin d'échapper à « l'éternel retour du même », entendons la modernisation par reproduction terme à terme des structures et des parcs de matériels, les partisans de la RMA entendent disqualifier les « plateformes de guerre froide » (*legacy systems*) et dégager ainsi les marges de manœuvre nécessaires à une modernisation véritable et audacieuse. Dans cette optique, l'impératif de la *jointness* fait figure à la fois de but opérationnel véritable et d'argument bien rôdé afin d'affaiblir l'emprise des *services* sur l'expression des besoins – sans qu'il y ait d'ailleurs contradiction, dans la mesure où il faut bien trouver des ressources pour financer un système C4I pleinement interarmées et donc « synergétique ».

La jointness sous l'ère Rumsfeld : enjeu bureaucratique et promotion de l'unification

Le passage de Donald Rumsfeld au Pentagone s'est, entre autres choses, caractérisé par un développement sans précédent de la *jointness*, avec d'un côté la prolifération bureaucratique des organisations interarmées, de l'autre l'émergence depuis le terrain de pratiques opérationnelles *joint*. Pour autant, ce mouvement double, imposé d'en-haut

²² Voir par exemple Biddle (1996) et les réactions suscitées par cet article, toujours dans la revue *International Security* (Fall 1997) ; voir en parallèle, pour l'interprétation des institutions concernées, Hallion (1993) et Scales (1994).

et surgi d'en-bas (*top down* et *bottom up*), n'a pas empêché la résurgence des « intérêts de clocher », en particulier pour ce qui touche aux équipements, et a également induit des externalités négatives inattendues au niveau de la doctrine et même de la direction stratégique de la défense américaine.

Dans la foulée de la législation Goldwater-Nichols, la *jointness* s'est progressivement imposée à la fois institutionnellement et idéologiquement. Les circonstances se sont tout d'abord chargées de renforcer l'autorité « coutumière » du CJCS. Après l'amiral William Crowe, se succèdent en effet à ce poste les généraux Colin Powell et John Shalikashvili. Le sens politique et l'autorité du premier, auréolée de prestige après la guerre du Golfe, se conjuguent à la faiblesse relative de l'Administration Clinton, à ses maladresses initiales (volonté d'intégration officielle des homosexuels, redéfinition ambitieuse de la mission somalienne) et à son inexpérience en matière de défense pour expliquer que l'institution militaire ait fait bloc derrière son *Chairman*, au point d'ailleurs de susciter de nombreuses interrogations face à une possible dérive des relations civilo-militaires et à une perte de contrôle civil²³. En parallèle mais en interne, Colin Powell organise la montée en puissance de l'état-major interarmées et l'abaissement parallèle des états-majors d'armées, désormais exclus des réunions du JCS. Lui-même et son successeur se placent au centre du système de planification avec le *Joint Strategic Planning System* et étendent l'autorité du *Joint Requirements Oversight Council* (JROC), empiétant ainsi sur les prérogatives des armées en matière de capacités et d'équipements. John Shalikashvili complète l'ensemble en lançant une ambitieuse production doctrinale interarmées, qui a toutefois tendance à déboucher sur des documents aussi consensuels institutionnellement qu'indigents sur le fond : écrit littéralement à « huit » mains, puisqu'on y retrouve les formules favorites de chaque armée, *Joint Vision 2010* fournit une excellente illustration de cette dérive de la *jointness* vers le slogan politiquement correct.

En sens inverse, et loin de sacrifier seulement à la mode du moment, Donald Rumsfeld arrive au Pentagone convaincu de la validité de la RMA, dans sa version réaliste telle que défendue par exemple par l'*Office of Net Assessment* d'Andy Marshall, mais aussi déterminé à imposer au DoD des réformes profondes, et en particulier la promotion de la *jointness*, pour les raisons à la fois opérationnelles et bureaucratiques exposées plus haut. Il s'agit, en les décroissant et en favorisant une *intégration continue* (*seamless*) des capacités, de permettre aux forces de tirer pleinement parti des avancées technologiques en améliorant la connaissance de l'espace de bataille et en accélérant la « boucle OODA » et plus généralement le tempo des opérations. Il s'agit également d'instrumentaliser l'interarmées dans le sens de *l'unification*, et d'en faire un véritable cheval de Troie contre ce qui est perçu comme l'immobilisme militaire face à la transformation²⁴. Sous prétexte qu'il est illogique de s'entraîner séparément alors que l'on combat ensemble, on essaie

²³ Cohen (1995).

²⁴ Owens (2006), qui justement oppose intégration des capacités et unification des organisations.

d'enlever aux armées leurs missions traditionnelles de préparation des forces (« train, equip, prepare »), pourtant confirmées par la loi Goldwater-Nichols, afin de gagner la haute main sur la politique d'acquisition. Enfin, et parce qu'elle participe alors de la focalisation sur le seul combat classique de « haute intensité », la *jointness* est donc bien au cœur du projet rumsfeldien de transformation du Pentagone. Comme avec le débat des années 1990, on note cependant une certaine ambivalence quant à la remise en cause tous azimuts des intérêts des armées : semblent particulièrement concernées les forces terrestres, dont le Secrétaire à la Défense entend réduire les effectifs et les budgets afin de financer la transformation. De fait, sont très rapidement supprimés l'hélicoptère de reconnaissance armée *Comanche* et le canon automoteur *Crusader*, tous deux des systèmes de l'*Army*, mal défendus au Congrès en raison de retombées industrielles centrées sur un petit nombre d'Etats, en outre focalisés sur l'action en profondeur, et donc jugés redondants par rapport aux capacités existantes.

Toutefois, loin de s'en tenir à certaines arrière-pensées assez partiales à l'encontre des forces terrestres, la promotion de la *jointness* bat son plein pendant l'ère Rumsfeld et touche l'ensemble des activités du Pentagone. Au niveau organisationnel, le *Joint Forces Command* est développé et l'*Office of Force Transformation* créé, tandis que la revue quadriennale de défense de 2001 lance le projet d'unités et d'états-majors interarmées constitués et permanents (*Standing Joint Task Forces*, *Standing Joint Headquarters*). En parallèle, la spécialité interarmées créée par la loi Goldwater-Nichols au sein des carrières militaires voit son emprise étendue en 2002 et en 2005 par le Congrès, avec une extension aux réserves et une spécification très poussée des qualifications interarmées que doivent obtenir les officiers²⁵.

Au niveau doctrinal, la période se caractérise par une véritable prolifération des textes interarmées, en sus d'une prolixité comparable au sein de l'*Army*, de l'*USMC* et de l'*Air Force* – on compte ainsi pas moins de 22 documents doctrinaux interarmées majeurs : un « Capstone Concept for Joint Operations », 4 « operating concepts », 8 « fonctionnal concepts » et 9 « integrating concepts ». Parce qu'ils sont censés refléter les directives d'OSD (*Office of the Secretary of Defense*), rassembler les points de vue des quatre armées et dans le même temps s'imposer au sommet de l'édifice doctrinal, ces textes présentent souvent une qualité inégale, fruit de l'impossibilité à confronter les idées. Comme pour *Joint Vision 2010*, on obtient des positions minimales dictées par l'exigence de consensus, avec des exceptions heureuses qui concernent souvent des domaines véritablement interarmées ou des champs nouveaux et traditionnellement regardés comme marginaux, à l'instar de la stabilisation et de la reconstruction²⁶. Outre une réception souvent indifférente de la part des militaires, ces textes semblent systématiquement entachés d'un soupçon de partialité – chaque armée estimant ses propres préférences sous-

²⁵ Buckley (2007).

²⁶ Voir par exemple SSTR-JOC (2006).

représentées²⁷ – et donnent l'impression de déboucher davantage sur l'autopromotion des états-majors interarmées que sur des concepts utilisables²⁸. Le bilan de la *jointness* comme véhicule de réforme à l'intérieur du Pentagone n'est donc en définitive pas très impressionnant : si l'on excepte le *Comanche* et le *Crusader*, cibles faciles parce que bénéficiant d'un faible soutien au Congrès, la transformation a finalement laissé pour l'essentiel intacts les grands programmes d'équipements des armées, comme l'atteste la QDR 2006, d'ailleurs interprétée par les experts comme ayant consacré l'échec de Donald Rumsfeld en la matière. De même, la prolifération des textes doctrinaux interarmées s'est ajoutée aux doctrines d'armées sans s'y substituer, concourant au final à produire un édifice doctrinal proprement gigantesque et donc une utilisation inversement proportionnelle. En termes d'organisation comme de doctrine, la promotion de la *jointness*, voulue afin de rendre les forces plus « réactives » et « agiles », semble donc s'être paradoxalement traduite par la mise en place d'une bureaucratie supplémentaire.

Intégration opérationnelle et désintégration stratégique

En parallèle à l'interarmisation promue d'en haut, de par la volonté du Secrétaire à la Défense, de réels progrès ont été réalisés en matière de coopération et même d'intégration interarmées opérationnelle, mais cette fois émergeant depuis le terrain, essentiellement sous l'impulsion des pratiques développées à l'occasion des campagnes conduites en Afghanistan et en Irak. Dans le premier cas, l'innovation semble être venue d'abord de la CIA, déterminée à agir immédiatement tandis que les armées se préparaient à une campagne longue culminant par le renversement des Taliban au printemps 2002. La mise au point de procédures improvisées permettant aux forces spéciales « d'éclairer » les cibles ennemies et ainsi de soutenir les forces terrestres de l'Alliance du Nord a constitué une innovation purement empirique et non planifiée : célébrée après coup par certains comme une « nouvelle façon de faire la guerre », au point d'ailleurs de susciter un véritable débat²⁹, la campagne de l'automne 2001 a été en réalité largement improvisée – et pas par le Pentagone, ce qui n'a pas manqué de susciter l'irritation de Donald Rumsfeld.³⁰ L'implication à plus grande échelle des armées s'est d'ailleurs soldée, à l'occasion de l'opération *Anaconda*, par des problèmes aigus de coordination entre *Army* et *Air Force* suscitant immédiatement des récriminations de part et d'autre³¹. Tirant les leçons de cette expérience malheureuse, les services révisent les modalités de leur coopération dans la perspective de l'invasion de l'Irak. L'opération *Iraqi Freedom* voit ainsi le développement de procédures originales d'intégration des feux aériens dans la manœuvre terrestre et l'utilisation à grande échelle du « push CAS » (demande

²⁷ De Durand, Irondelle (2006) – la culture et l'histoire de l'*Army* depuis la création du TRADOC expliquent en particulier l'influence prépondérante qu'elle joue en matière de doctrine, et le ressentiment consécutif des autres armées.

²⁸ Le jugement du général Paul Van Riper est sans appel : « [...] the process has led to the creation of an excess of concepts, most of which – in my view – are devoid of meaningful content » - cité par Owens (2006).

²⁹ Biddle (2003).

³⁰ Woodward (2006).

³¹ Jansen (2004).

urgente de soutien aérien en l'absence de personnels totalement qualifiés³²). Les modalités d'intégration sont en effet revues dans le sens de la déconcentration et de la décentralisation, permettant ainsi à un simple chef de section de demander directement et d'obtenir rapidement un soutien aérien important. L'efficacité du *Joint CAS* et des frappes dans la profondeur est telle qu'il ne paraît pas exagéré d'affirmer que le plan de campagne entier supposait l'intégration « sans faille » (*seamless*) des capacités interarmées, et que la légèreté du dispositif terrestre comme sa vitesse de progression reposait en particulier sur la permanence, l'abondance et la qualité du soutien aérien – à preuve la neutralisation à distance des unités de la Garde républicaine lors de leur mouvement vers la trouée de Kerbala.

En ce sens, la phase offensive de l'opération *Iraqi Freedom* a semblé valider en première approche la transformation et donc la brutalité avec laquelle Donald Rumsfeld a imposé ses vues à une hiérarchie militaire récalcitrante pendant la planification de la campagne³³. Conçue par le Secrétaire à la Défense comme une démonstration de la validité de la transformation et de la *jointness*, l'invasion de l'Irak a néanmoins conduit ce dernier à court-circuiter et à affaiblir le *Joint Chiefs of Staff* et son président en s'appuyant sur les CINC – rebaptisés COCOM ou « Combatant Commanders » – en l'occurrence le général Tommy Franks. La tendance s'est poursuivie tout au long de l'occupation de l'Irak et même amplifiée aujourd'hui, à preuve le choix du renforcement ou *surge* prôné par le général Petraeus, commandant local, contre l'avis du JCS, et l'importance politique prise par ce même général à Washington. Au final, et ce n'est pas là l'un des moindres paradoxes de l'héritage de Donald Rumsfeld, la volonté de rétablir l'autorité des responsables civils et de promouvoir la *jointness* au sein du Pentagone s'est soldée par l'abaissement du JCS dans l'élaboration et la conduite de la stratégie américaine et par la dépendance politique de l'Administration Bush vis-à-vis de l'autorité professionnelle du seul général Petraeus. En outre, et au niveau cette fois de la planification militaire générale, la QDR 2006 semble elle aussi défaire d'un côté ce qu'elle promet de l'autre : parallèlement à la constitution de plusieurs SJTF (*Standing Joint Task Forces*) et au soutien réitéré à l'idéal de *jointness*, la QDR 2006 organise une véritable spécialisation géographique entre les armées. Comme le précise le texte, le « Force Planning Construct » ne s'applique pas de la même manière à chaque *service*, ni d'ailleurs à chaque zone³⁴. Ainsi, alors que la *Navy* voit son rôle traditionnel dans le Pacifique encore renforcé, avec un minimum de 60% de ses moyens aéronavals et sous-marins concentrés dans la zone, l'*Army* et l'*USMC*, sommés de prendre en charge les opérations SSTR, la contre-insurrection et une partie des fonctions dévolues jusqu'ici aux forces spéciales, se retrouvent *de facto* consignés à demeure dans le « Grand Moyen Orient », puisque ces missions concernent presque exclusivement la « longue guerre ». De même, les forces spéciales, en

³² Il s'agit des *Air Liaison Officer* (ALO), *Forward Air Controller* (FAC) ou *Enlisted Terminal Attack Controller* (ETAC).

³³ Gordon et Trainor (2006), Ricks (2006).

³⁴ QDR 2006, p. 39 : « [...] all parts of the construct do not apply equally to all capability portfolios ».

charge de cette dernière depuis 2004, semblent devoir se consacrer essentiellement à ses aspects globaux et clandestins. Quant à l'USAF, outre sa fonction de réserve globale pour les autres armées, elle est également orientée pour l'avenir vers la zone Pacifique, comme l'indique la volonté affichée d'augmenter sensiblement ses moyens de frappe à longue portée.

En d'autres termes, et dans le contexte d'une guerre explicitement décrite comme longue, il apparaît que chaque *service* est appelé de façon durable à se spécialiser géographiquement³⁵. Au vrai, il en a toujours été ainsi, EUCOM et PACOM relevant en général respectivement de l'*Army* et de la *Navy*. En l'espèce, cependant, la spécialisation risque fort de ne pas être simplement géographique, mais bien fonctionnelle, d'où son caractère inédit, puisque chaque grande zone correspond à un certain type de défi ou de « priorité » : « technologies de rupture » et compétition entre grandes puissances ici, contre-insurrection et stabilisation là. De la sorte risqueraient de se développer des armées différentes, la spécialisation géographique émergente entrant en contradiction avec l'objectif de « jointness » poursuivi par le Pentagone. Comment en effet assurer l'interarmisation, depuis l'entraînement et la doctrine jusqu'aux pratiques et aux équipements, dès lors que les armées opèrent dans des contextes fondamentalement différents ? Davantage que de matériels interopérables, la « jointness » requiert une culture militaire commune, qui passe par une appréhension partagée des menaces et des réponses – il ne suffira pas par exemple d'augmenter le nombre de « contrôleurs aériens » parmi les forces terrestres pour favoriser une orientation interarmées au sein d'une *Air Force* qui serait largement focalisée sur la neutralisation des défenses antiaériennes chinoises. Incidemment, un bouleversement comparable au 11 septembre, par exemple la fin de la « longue guerre », pourrait bien laisser une ou plusieurs armées dépourvues de mission. L'ultra-spécialisation qui pourrait se profiler semble donc porteuse d'une re-différenciation fonctionnelle allant elle-même à l'encontre de la « jointness ». Au final, le bilan des années Rumsfeld en matière d'interarmisation apparaît fortement contrasté.

³⁵ Voir Krepinevich (2006), tout à fait explicite sur ce point.

Leçons et implications

Eu égard à la diversité des enjeux que rassemble et recouvre le thème de la *jointness* comme au caractère inachevé et contingent des évolutions constatées, il est assez difficile de tirer des conclusions concernant le devenir de l'interarmées aux Etats-Unis. S'il semble bien que l'intégration des capacités opérationnelles soit désormais largement acceptée et que l'innovation empirique, dérivée de l'expérience acquise, aille justement dans le sens d'une synergie interarmées au plus bas niveau d'engagement, le devenir du projet de transformation et donc de l'idéologie de la *jointness* paraît nettement moins assuré. Passé d'une confédération d'armées rivales à une fédération concurrentielle par le biais de la loi Goldwater-Nichols, le système militaire américain demeure encore passablement éloigné d'une unification véritable. En revanche, aussi bien en matière d'opérations que de doctrines ou d'organisations, plusieurs enseignements généraux se dégagent de l'expérience américaine qui, pour certains, sont susceptibles d'intéresser l'appareil de défense français.

Un bilan équivoque

Au niveau de la pratique opérationnelle, tout d'abord, et comme l'offensive américaine du printemps 2003 l'a amplement démontré, il ne fait guère de doute que l'intégration interarmées, et le *close-air support* exemplairement, jouent comme un véritable démultiplicateur de force, dès lors que les procédures de coordination ont été déconcentrées à un niveau suffisamment bas pour assurer la réactivité et la souplesse du dispositif. Au vrai, les potentialités nouvelles offertes par l'intégration interarmées à l'échelon tactique ne font que prolonger une tendance presque immémoriale, déjà observable avec la réforme de l'armée romaine par Marius ou le développement du combat interarmes pendant les guerres napoléoniennes³⁶. Alors que les mêmes armes tendent à s'équilibrer de part et d'autre du champ de bataille, artillerie contre artillerie ou infanterie contre infanterie, elles atteignent leur plein rendement lorsqu'elles sont opposées à d'autres armes, artillerie contre infanterie à découvert par exemple, ce qui suppose soit de bénéficier d'une supériorité matérielle et numérique incontestable, soit de maîtriser mieux et plus vite que l'adversaire l'agencement et le « séquençement » des différentes capacités ou spécialités. Parce que les possibilités en matière d'intégration dépendent du degré de cohésion sociale et d'organisation militaire, discipline et système de commandement, mais aussi et de plus en plus de la technologie, il a parfois été malaisé d'identifier le bon niveau

³⁶ Les armées de terre anglo-saxonnes parlent de « combat toutes armes », *all-arms combat*.

d'intégration, interarmes ou interarmées, dans un contexte opérationnel donné, comme l'ont abondamment démontré les errements tactiques avant et pendant la Première Guerre mondiale. Ce n'est ainsi que par traumatismes successifs et tâtonnements divers que les armées occidentales sont parvenues à mettre au point des dispositifs adaptés au gigantesque accroissement de la puissance de feu engendré par l'industrialisation, essentiellement en dispersant les troupes et en déconcentrant le combat interarmes³⁷. On redécouvre aujourd'hui la même problématique transposée à l'échelle interarmées, mais entraînée cette fois par les progrès en matière de détection et de guidage.

Si elle s'appuie sur des précédents historiques et des progrès technologiques indéniables, cette évolution soulève toutefois presque autant de problèmes qu'elle n'en résout. Font en particulier question la place respective des feux de précision à distance et de la manœuvre, le caractère plus ou moins substituable ou optimal des différentes plateformes, tir direct contre tir indirect, voilures tournantes et voilures fixes, aviation et artillerie, et donc les rôles et les missions des armées de terre et de l'air³⁸. On peut ainsi estimer que le rôle premier des forces « de surface » doit désormais consister à débusquer l'adversaire, en sorte qu'il soit contraint de s'exposer aux feux de précision, ou à l'inverse soutenir que les frappes à longue portée ne peuvent jouer qu'un rôle secondaire face à des forces terrestres bien préparées et correctement employées³⁹. Quoi qu'il en soit, le débat ne devrait plus porter sur la primauté de telle ou telle armée mais bien sur les modalités de leur association en amont et de l'intégration de leurs capacités sur le terrain. Les divisions actuelles entre armées résultent à la fois de la spécificité du milieu et de la tradition ; la technologie tempère la première au point que l'on passe de la coopération à l'intégration – et la seconde devrait paraître accessoire, du moins pour qui sous-estime l'importance et la prégnance de la culture de chaque institution militaire. Enfin, il convient de rappeler que ces améliorations opérationnelles, pour spectaculaires qu'elles apparaissent, demeurent cantonnées à un domaine de validité limité quoique bien balisé : la guerre classique dite « de haute intensité ». En ce sens, la révolution promise est d'abord de niveau opératif car ses apports, quoique utiles, ne permettent pas d'obtenir par exemple des résultats stratégiques en contexte asymétrique – comme l'intervention américaine en Irak en a apporté la démonstration.

Au niveau cette fois des organisations et des doctrines, le bilan de la *jointness* apparaît beaucoup plus mitigé. Promue comme véhicule de réforme et de transformation du Pentagone, la dimension interarmées semble s'être d'abord traduite par une prise de pouvoir subreptice de la bureaucratie « joint » et par des préoccupations d'efficacité procédant d'une vision très orientée de l'appareil de défense. A l'origine, c'est-à-dire avant le 11 septembre, il s'agit bien, sous couvert d'une plus grande efficacité opérationnelle, de sacrifier les forces existantes, en particulier

³⁷ Voir Lupfer (1981), Travers (1990), Goya (2004).

³⁸ Hubin (2003).

³⁹ Pour une défense solide de ces deux points de vue, voir respectivement Lambeth (2000) et Biddle (2003).

terrestres, au profit d'investissements à long terme. En parallèle, l'émergence sous tous azimuts de la doctrine interarmées fait courir un risque d'appauvrissement conceptuel, puisque les savoirs et les expériences propres à chaque armée doivent être mis en conformité avec les directives émanant « d'en-haut », c'est-à-dire à la fois d'OSD (*Office of the Secretary of Defense*) et des instances interarmées (JFCOM) – et ce alors que l'essentiel de l'innovation provient actuellement « d'en bas », c'est-à-dire de l'expérience accumulée sur le terrain par les armées. Non seulement parce que trop de doctrine tue la doctrine, mais encore parce que la prolifération des documents « *joint* » étouffe la tradition bien américaine de la confrontation d'idées et de la compétition intellectuelle et budgétaire entre services, il est à craindre que le résultat ne se révèle décevant, soit en débouchant sur une doctrine « fédérée » autour du plus petit dénominateur commun, à l'image de *Joint Vision 2010*, soit en rigidifiant en dogme des compromis difficilement obtenus et ne souffrant donc pas la critique, soit enfin en promouvant une *doxa* imposée d'en haut et donc décorrélée des réalités opérationnelles. Là encore, et précisément au moment où les difficultés rencontrées en Irak ont substitué à la mode du « joint » l'engouement pour « l'interagency », il se peut que les Etats-Unis aient atteint un point d'inversion, l'impératif de *jointness* étant devenu contre-productif au point d'entraver la diffusion de l'innovation – comme s'il était impossible de rester à mi-chemin entre l'intégration coopérative des capacités et l'unification complète des armées. Enfin, à un autre niveau, celui-là bien plus grave, convergent aujourd'hui en une étrange combinatoire la réforme brutalement imposée par Donald Rumsfeld, le renforcement constant des COCOMs et autres commandants locaux, l'abaissement parallèle mais paradoxal du JCS, puis la reprise en main du Pentagone par les militaires, dans la foulée des déboires rencontrés en Irak et de la démission du Secrétaire à la Défense – combinatoire dont il est bien difficile de prévoir les conséquences, à une exception près toutefois, la perte de contrôle civil.

Pour une transposition prudente

Véritable antienne du débat stratégique américain, avec donc sa part d'aspects incantatoires, la *jointness* recouvre des spécificités difficilement transposables ailleurs – et ce pour des raisons à la fois historiques et structurelles. Historiquement, les relations entre armées américaines ont été parmi les plus tumultueuses et ont donc forcément laissé des traces et des souvenirs dont les effets perdurent jusqu'à aujourd'hui. Par-delà ces aspects culturels et subjectifs, les relations entre armées sont rendues objectivement difficiles par la taille et les ressources propres aux quatre services, qui peuvent chacun prétendre légitimement à presque toutes les missions, mais aussi, et contrairement à la plupart des pays, en raison de l'absence de tradition dominante engendrée par la géographie d'une nation longtemps protégée. L'indétermination géopolitique, l'abondance des moyens et la tradition politique des *checks and balances* se sont ainsi combinées pour produire une culture stratégique bien particulière, faite de compétition interne et de rivalités entre les armées, encore aggravées depuis 60 ans par la position internationale du pays et l'abondance relative des ressources consacrées à la défense. Pour toutes ces raisons, il s'est moins agi de combler les « trous » capacitaires des forces américaines, même si cette dernière

préoccupation n'était pas absente, que de réduire les redondances et les transformer en synergies.

En ce sens, il serait évidemment dangereux et probablement trompeur de prétendre transposer terme à terme les conclusions et les enseignements dégagés à partir du cas américain. Toutefois, et en dépit de ces réserves et du caractère surdéterminé de la thématique interarmées aux Etats-Unis, les armées américaines demeurent le point de référence des appareils de défense occidentaux. Il faut donc bien s'interroger pour finir sur les armées françaises, et plus exactement sur les vertus et les dangers éventuels qui vont de pair avec la montée en puissance de l'interarmées au niveau national. Le thème de l'interarmisation s'est en effet imposé depuis deux ans dans le paysage stratégique français, avec par exemple le renforcement des pouvoirs du CEMA par le décret de 2005, le transfert de responsabilités des états-majors d'armées vers l'état-major interarmées et la création du CICDE (Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations). Outre que cette réforme entraîne aux yeux de certains spécialistes des problèmes en matière de relations civilo-militaires⁴⁰, l'exemple américain devrait inciter à une certaine prudence quant aux vertus tous azimuts de l'interarmées.

Pour ce qui est tout d'abord de la dimension opérationnelle de l'interarmisation, il paraît indéniable que les armées françaises ont tout à gagner à une meilleure intégration de leurs capacités respectives. Il s'agirait moins par là de « rationaliser » les moyens et de réduire les redondances que de combler les « trous » capacitaires en partageant à bon escient certaines fonctions, voire certains équipements. Déjà réalisée au niveau national, avec par exemple le regroupement du service des essences, et en discussion au niveau européen pour ce qui est du transport stratégique, la démarche gagnerait sans doute à être poussée plus loin, en particulier dans le domaine de la coopération air-sol : l'augmentation du nombre de contrôleurs aériens qualifiés « opérationnels » et le développement de « boucles courtes » en termes de commandement et de conduite permettraient ainsi soit de pallier le manque d'appuis-feux organiques, soit d'assurer une bonne protection à des dispositifs au sol dispersés sur d'immenses territoires, soit enfin de renforcer en général la puissance de feu disponible en cas d'engagement majeur. En outre, l'intégration des capacités des armées paraît d'autant plus prometteuse en Europe qu'elle devrait engendrer un gain d'efficacité à budget constant.

Concernant par ailleurs l'extension et, pourrait-on dire au vu de l'exemple américain, la quasi-prolifération des administrations et des processus interarmées, depuis les états-majors et les bureaux spécialisés jusqu'aux documents de doctrine, il convient de distinguer entre ce qui ressortit à la correction légitime de lacunes diverses et ce qui constitue un effet de mode porteur de duplications inutiles. Il ne fait guère de doute que certains aspects de la programmation et de la réflexion, et donc certaines capacités, passent systématiquement au second plan parce que situés en

⁴⁰ Gautier (2005).

dehors du « cœur de métier » des trois armées, et qu'en conséquence le traitement de certaines thématiques comme l'espace ou la contre-prolifération relèvent de plein droit du domaine interarmées. En revanche, on ne saurait sans risque négliger les savoir-faire propres à chaque armée, qu'elles forgent sur le terrain de l'expérience et de l'entraînement quotidiens. Parce que l'innovation véritable se construit le plus souvent « de bas en haut »⁴¹, au sein des forces, et non « au-dessus » ou « à côté » de celles-ci, il paraît hasardeux d'asservir à un niveau interarmées dominant les politiques d'acquisition ou encore l'ensemble du travail doctrinal. Le précédent américain devrait en effet inciter à une certaine réserve quant à la tentation d'un édifice doctrinal complet, depuis le niveau tactique propre à chaque armée jusqu'aux concepts d'emploi généraux, entre autres interarmées : la qualité, la « lisibilité » et donc l'utilité de la production doctrinale américaine sont sans rapport avec son volume. Militairement dangereuse, l'interarmisation tous azimuts est en outre mal venue politiquement, tant il est vrai qu'en France les « rationalisations » ne sont le plus souvent que le faux nez de réductions de crédits opérées dans l'urgence et qui, sans souci de cohérence stratégique et opérationnelle, se réduisent à de simples expédients budgétaires.

Plutôt que de voir dans l'interarmées « le juge ordinaire » en matière d'équipements, d'entraînement et de doctrines, ce qui en ferait selon toute probabilité l'instrument d'une rationalisation forcément orientée à la baisse et guidée par la logique bureaucratique du partage « équilibré », il est préférable que l'interarmées agisse d'une part comme un mécanisme de promotion des besoins négligés par les armées, et assume de l'autre, mais en tant que de besoin, la fonction « d'arbitre suprême » départageant les querelles institutionnelles. Dans cette logique, le développement de l'interarmées n'est pas censé être efficient, mais efficace : il doit moins rechercher des économies que combler des lacunes capacitaires. Pour l'heure, la prudence commande ainsi de favoriser l'intégration opérationnelle des capacités interarmées tout en se tenant à bonne distance de l'idéologie du tout interarmées.

⁴¹ Rosen (1991).

Références

Documents officiels

After Action Report Operation Iraqi Freedom, Third Infantry Division (Mechanized), U.S. Army, July 2003, téléchargeable sur : <http://www.globalsecurity.org>

Joint Fire Support, Joint Publication 3-09, Joint Forces Command, November 2006.

KREPINEVICH Andrew, *Testimony* (transcript) on the Quadrennial Defense Review 2006, House of Representatives Armed Services Committee, 14 Mars 2006.

Military Support to Stabilization, Security, Transition, and Reconstruction Operations – Joint Operating Concept (SSTR-JOC), version 2.0, Joint Forces Command, December 2006.

Quadrennial Defense Review 2006, Department of Defense, Government Printing Office, Washington, 2006.

Articles

BEDNAREK Mick, Thomas Odom, Stephen Florich, « Expanding Jointness at the Joint Readiness Training Center », *Military Review*, January-February 2005.

BIDDLE Stephen, « Victory Misunderstood: What the Gulf War Tells Us About the Future of Conflict » *International Security*, Vol. 21, No. 2, Fall 1996.

BRAGANCA Eric, « Joint Fires evolution », *Military Review*, February 2004.

BRIEM Christopher, « Joint Is Dead: What Is Next? », *Proceedings*, United States Naval Institute, Annapolis, 2004.

BROWNLEE Les, Peter Schoomaker, « Serving a Nation at War: A Campaign Quality Army with Joint and Expeditionary Capabilities », *Parameters*, Autumn 2003.

COHEN Eliot, « Playing Powell Politics: The General's Zest for Power », *Foreign Affairs*, November/December 1995.

COLL., « Symposium on the Gulf War and the Revolution in Military Affairs », *International Security*, vol. 22, n° 2, Fall 1997.

CROPSEY Seth, « Janus and the God of Jointness », *Armed Forces Journal*, June 2006.

DEPUY William, « For the Joint Specialist: Five Steep Hills to Climb », *Parameters*, Summer 1995 (réédition septembre 1989).

- DESPORTES Vincent, « Interarmisation pour les forces américaines : discours ou réalité ? », *Défense nationale*, n° 7, avril 2001.
- ECKLUND Marshall, « Leading Change: Could a Joint OER Be the Catalyst of Army Transformation? », *Military Review*, January-February 2006.
- GAUTIER Louis, « Remous à l'état-major des armées », *Le Monde* daté du 19 juillet 2005.
- GORDON John, Jerry Sollinger, « The Army's Dilemma », *Parameters*, Summer 2004.
- HARRISON Chuck, « How Joint Are We and Can We Be Better? », *Joint Forces Quarterly*, n° 38, July 2005.
- JANSEN John, et al. « The Tower of Babel? Joint CAS [Close Air Support] Operations in Afghanistan », *Infantry* 93, January-February 2004.
- JONES Mark, Wes Rehorn, « Integrating SOF in Joint Warfighting », *Military Review*, May-June 2003.
- LEHMAN John , « Is the Joint Staff a General Staff? », *Armed Forces Journal International*, August 1995.
- LOCHER James, « Has it Worked?: The Goldwater-Nichols Reorganization Act - Dept of Defense Re-organization », *Naval War College Review*, Autumn 2001.
- LOCHER James, « Taking Stock of Goldwater-Nichols », *Joint Forces Quarterly*, Spring 2003.
- NOONAN Michael, Mark Lewis, « Conquering the Elements: Thoughts on Joint Force (Re)Organization », *Parameters*, Autumn 2003.
- OWENS MACKUBIN Thomas, « Conformity Needs Competition », *Armed Forces Journal* 143, June 2006.
- POSEN Barry, « La maîtrise des espaces communs », *Politique étrangère*, 1/2003.
- ROMAN Peter, David Tarr, « The Joint Chiefs of Staff: From Service Parochialism to Jointness », *Political Science Quarterly*, Volume 113, Number 1, Spring 1998.
- ROSS Blair, « The U.S. Joint Task Force Experience in Liberia », *Military Review*, May-June 2005.
- SNIDER Don, « Jointness, Defense Transformation, and the Need for a New Joint Warfare Profession », *Parameters*, Autumn 2003.
- WARD Thomas, « A JTF Training Dilemma – Component Rigor versus Joint Realism », *Joint Forces Quarterly*, n° 46, 3rd quarter 2007.
- WEITZ Richard, « Jointness and Desert Storm: A Retrospective », *Defense & Security Analysis* Volume 20, Issue 2, June 2004.
- WOLK Herman, « Revolt of the Admirals », *Air Force Magazine* Vol. 73, n° 5, May 1988.
- ZIMMERMAN Douglas, « Understanding the Standing Joint Force Headquarters », *Military Review*, July-August 2004.

Monographies

- AMBROSE Stephen, *Upton and the Army*, Louisiana State University Press, Baton Rouge, 1964.
- ARQUILLA John, David Ronfeldt (dir.), *In Athena's Camp: Preparing for Conflict in the Information Age*, Rand, Santa Monica, 1997.
- BIDDLE Stephen, *Afghanistan and the Future of Warfare: Implications for Army and Defense Policy*, Carlisle, Strategic Studies Institute, 2002.
- BIDDLE Stephen, *Military Power: Explaining Victory and Defeat in Modern Battle*, Princeton University Press, 2004.
- BUCKLEY Henry, *The Goldwater Nichols Act: Are We Finally There?*, Strategy Research Project, Carlisle Barracks, U.S. Army War College, 30 March 2007.
- BUILDER Carl, *The Masks of War: US Military Styles in Strategy and Analysis*, Washington, RAND Corporation Research Study, 1989.
- CASPER Robert, *Dissolving U.S. Joint Forces Command*, Joint Forces Staff College, National Defense University, 2006.
- COHEN Eliot, Thomas Keaney (dir.), *Gulf War Air Power Survey Summary Report*, Washington, US Government Printing Office, 1993.
- COLSON Bruno, *La culture stratégique américaine - L'influence de Jomini*, Economica / FEDN, 1993.
- CORDESMAN Anthony, *The Lessons and Non-Lessons of the Air and Missile Campaign in Kosovo*, CSIS Report, 2003.
- DE DURAND Etienne, *Les transformations de l'U.S. Army*, Etude de l'Ifri n° 1, 2003.
- DE DURAND Etienne, Bastien Irondele, *Stratégies aériennes comparées*, C2SD, 2006.
- DULL David Scott, *Implementing Network-Centric Operations In Joint Task Forces: Changes In Joint Doctrine*, Fort Leavenworth, 2006.
- GABRIEL Richard, Paul Savage, *Crisis in Command*, Hill and Wang, 1979.
- GORDON Michael, Bernard Trainor, *The Generals' War: the Inside Story of the Conflict in the Gulf*, Little & Brown, Boston, 1995.
- GORDON Michael, Bernard Trainor, *Cobra II: The Inside Story of the Invasion and Occupation of Iraq*, Pantheon Books, New York, 2006.
- GOYA Michel, *La chair et l'acier : l'armée française et l'invention de la guerre moderne (1914-1918)*, Paris, Tallandier, 2004.
- HALLION Richard, *Storm Over Iraq – Air Power and the Gulf War*, Smithsonian Institution Press, Washington, 1992.
- HUBIN Guy, *Perspectives tactiques*, Economica, Paris, 2000.
- HUNTINGTON Samuel, *The Soldier and the State – the Theory and Politics of Civil-Military Relations*, Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge, 1957.
- LAMBETH Benjamin, *The Transformation of US Air Power*, Cornell University Press, New York, 2000.
- LEDERMAN Gordon, *Reorganizing the Joint Chiefs of Staff – The Goldwater-Nichols Act of 1986*, Greenwood Press, Westport, 1999.

- LUPFER Timothy, *The Dynamics of Doctrine: The Changes in German Tactical Doctrine during the First World War*, Leavenworth papers, Combat Studies Institute, U.S. Army Command and General Staff College, 1981.
- OLIVE Steven, *Abdicating Close Air Support: How Interservice Rivalries Affect Roles and Missions*, USAWC Strategy Research Project, U.S. Army War College, 2007.
- PIRNIE Bruce, Alan Vick, Adam Grissom, Karl Mueller, David Orletsky, « *Beyond Close Air Support – Forging a New Air-Ground Partnership* », RAND Report, RAND Corp., 2005.
- RICKS Thomas, *Fiasco: The American Military Adventure in Iraq*, Penguin Press, New York, 2006.
- ROSEN Stephen, *Winning the Next War – Innovation and the Modern Military*, Cornell University Press, Ithaca, 1991.
- SAPOLSKY Harvey, *The Polaris System Development: Bureaucratic and Programmatic Success in Government*, Harvard University Press, Cambridge, 1972.
- SCALES Robert, *Certain Victory: The US Army in the Gulf War*, Arlington, AUSA Institute of Land Warfare Book, 1998 (1ère édition 1994).
- TRAVERS Tim, *The Killing Ground: The British Army, the Western Front and the Emergence of Modern Warfare*, Routledge, 1990.
- WEIGLEY Russell, *The American Way of War - A History of United States Military Strategy and Policy*, Wars of the United States Series, Indiana University Press - Bloomington, 1977.
- WOODWARD Bob, *State of Denial – Bush At War, Part III*, Simon & Schuster, New York, 2006.

Informations aux lecteurs

Si vous êtes intéressé(e) par d'autres publications de la collection, veuillez consulter la section « Focus stratégique » sur le site Internet de l'Ifri :

<http://www.ifri.org>

Les derniers numéros publiés de la collection « Focus stratégique » sont :

- Philippe Coquet : *Les opérations basées sur les effets*. Focus stratégique n° 1, Ifri, octobre 2007

http://www.ifri.org/files/Securite_defense/Focus_strategique_1_Coquet_EBO.pdf

- Pierre Razoux : *Après l'échec - les réorientations de Tsahal depuis la deuxième guerre du Liban*. Focus stratégique n° 2, Ifri, septembre 2007

http://www.ifri.org/files/Securite_defense/Focus_strategique_2_Razoux_Tsahal.pdf